

# AGRICULTURE

## Au pays des barges, les vaches sont bien élevées

Dans le Marais breton, en Vendée, épaulé-es par le réseau Paysans de nature, de jeunes agriculteurs et agricultrices développent une activité rentable, en harmonie avec la nature et en interaction avec les habitants. **TEXTE ET PHOTOS VANINA DELMAS**

**Q**uand on arrive à la ferme du Querry Sellier, à Notre-Dame-de-Monts, il faut observer et se taire. On distingue d'abord les oies grises du marais qui se baladent en plein air. Puis des sarcelles d'hiver, le vanneau huppé, des canards pilets, des canards siffleurs. Dans ce paysage de Vendée quasiment les pieds dans l'océan, des milliers de canaux émaillent les anciens marais salants. Un havre de paix pour des milliers d'oiseaux, à condition de préserver ces zones humides. Il faut aussi écouter Frédéric Signoret, l'un des éleveurs de la ferme et ancien président de la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) Vendée. « Ici, on fait de l'agriculture à l'inverse : on condamne tous les drainages pour faire revenir l'eau dans les prairies et on trouve l'agriculture compatible avec ce territoire », explique-t-il tranquillement. Ce jour-là, des élèves en BTS gestion et protection de la nature d'un lycée agricole de Loire-Atlantique boivent ses paroles.

Au Gaec La Barge (1), Frédéric Signoret et son associée Ludivine Cosson élèvent 50 vaches maraîchines sur 170 hectares, dont un tiers sont inondés de l'automne à la fin du printemps. Cette race rustique et locale de vaches ne correspond pas aux standards de l'industrie de la viande mais a d'immenses qualités, notamment celle d'être adaptée au pastoralisme et de pouvoir se nourrir du foin et de l'herbe qui poussent naturellement dans les prés, les marais, les bocages. « Il y a bien de l'énergie dans cette herbe naturelle, contrairement à ce que nous disent les chambres d'agriculture », ironise le paysan. Les vaches allaitantes ont le droit à un peu de luzerne supplémentaire,

mais aucune culture spécifique à leur alimentation, aucun engrais ni pesticide, aucune céréale importée. Ces vaches captent plus de carbone qu'elles n'en émettent, ce qui n'est pas rien. En effet, l'élevage bovin est souvent la cible des écologistes et militant-es pour le climat lorsqu'il est en mode intensif car il contribue fortement au changement climatique. En 2023, un rapport de la Cour des comptes estimait que les 17 millions de bêtes élevées en France représentaient 11,8 % des émissions de gaz à effet de serre du pays. « Regardez Iris, elle est en pleine forme alors qu'elle est en pleine période d'allaitement de son veau ! », s'enorgueillit Frédéric. Dans l'autre allée de l'étable, un vêlage vient d'avoir lieu tranquillement. Le veau fait ses premiers pas chancelants dans la paille.

### Dialogue permanent pour la nature

Ces pratiques au cœur du Marais breton se sont organisées depuis 2019 sous la forme de la microfilière Biodiversités maraîchines, composée d'une vingtaine d'éleveurs et d'éleveuses de l'Association pour la valorisation de la race bovine maraîchine et des prairies humides, de la LPO Vendée et des Biocoop de Challans et de Saint-Hilaire-de-Riez. Des cantines et des restaurants collectifs ont également rejoint le réseau. L'ambition : garantir aux consommateurs une viande bio, locale et issue d'élevages favorisant la biodiversité. Une filière qui s'inscrit dans la démarche plus globale du réseau Paysans de nature, né en Pays de la Loire en 2014 – devenu association en 2021. Leur philosophie est d'imaginer des systèmes agricoles adaptés aux territoires, favorisant l'installation paysanne et, surtout, que la préservation de la nature sauvage soit une priorité.

événement

1. Soizic Cosson et Corentin Barbier avec leurs 40 chèvres poitevines.

2. Mélanie Foucher s'occupe d'Imagine, une de ses vaches nantaises.

3. Frédéric Signoret explique sa vision de l'agriculture à des étudiants en BTS sous l'œil de ses vaches maraîchines.



## 1' événement /

Pour trouver un équilibre et sortir du carcan de l'agriculture conventionnelle, ces fermes du réseau sont en perpétuelle évolution et remises en question grâce au « Dialogue permanent pour la nature ». Cet outil permet d'aller plus loin que les normes de l'agriculture biologique, s'inspire du fonctionnement du label Nature & progrès fondé sur un « système participatif de garantie » et exige de respecter seulement quatre règles : élevage de race locale, aucun pesticide, faire une formation une fois par an et accepter le dialogue. Ainsi, paysan·nes, naturalistes et consommateur·rices visitent régulièrement les fermes, puis participent à une réunion de restitution collective afin de réfléchir aux marges de progrès de chaque ferme. Avec cette forme de gouvernance à trois têtes, tout le monde se sent expert et responsable de l'avenir de son territoire. *« On ne laisse pas les agriculteurs seuls face à leurs problèmes. L'accompagnement peut également concerner sa situation économique et sociale. On peut l'aider à trouver des stagiaires, du foncier, une sérénité qui lui permettra l'année suivante d'atteindre ses objectifs en termes de biodiversité »*, précise Frédéric Signoret. Le dialogue plutôt que la norme.

### / Vivre de son métier

Dans ce maillage vendéen de défenseurs du vivant, Soizic Cosson et Corentin Barbier ont creusé leur sillon depuis une dizaine d'années. Chez eux, une agréable sensation d'être coupés du monde, seulement entourés de prairies et de marais. *« D'habitude c'est complètement inondé à cette époque de l'année. Mais les syndicats de l'eau ont pris peur des grosses pluies de l'automne et évacuent au maximum vers l'océan »*, glisse Soizic en buvant son café. Petit à petit, ils pallient une politique publique et un état d'esprit interventionniste sur la nature qui s'est instauré depuis des décennies et a asséché les marais, modelé les parcelles pour les rendre accessibles et cultivables, au détriment de la biodiversité. *« Quand j'ai racheté certaines parcelles, elles étaient drainées au maximum et fauchées le plus tôt possible pour faire du foin pour des chevaux. Ça ressemblait presque à une pelouse de golf ! Aucun oiseau n'y nichait. J'ai remis de l'eau et tout a changé : le vanneau huppé, le chevalier gambette, la barge à queue noire sont revenus »*, s'extasie Corentin, un ancien chargé de mission agri-biodiversité à la LPO Vendée.

Au sein de leur Gaec Vachement salée, ils élèvent des vaches maraîchines, des chèvres poitevines pour fabriquer du fromage et récoltent du sel sur le marais salant de l'écomusée Le Daviaud. Une diversité d'ateliers et le choix de la vente directe qui leur permet de bien valoriser leurs produits et de vivre de leur métier : ils se dégagent un Smic chacun et ont embauché l'équivalent d'un temps plein pour les aider. Ils reconnaissent honnêtement que les aides de la PAC via les mesures agroenvironnementales et climatiques (Maec) représentent plus d'un tiers du revenu global de leur ferme. *« Nous n'avons aucun scrupule à toucher cet argent car cela se justifie largement par notre petite réserve naturelle paysanne, faite par nous-mêmes, sur quasiment 100 hectares »*, lâche Corentin. *« Sans ces aides, on ferait tourner la ferme, on existerait encore, mais on ne gagnerait pas d'argent : on ne pourrait ni se payer ni embaucher. Elles nous permettent aussi de proposer un prix juste aux consommateurs, afin que notre fromage de chèvre ne devienne pas un produit de luxe »*, ajoute Soizic. ➔

